

LA RÉPUBLIQUE EN THÉORIE ET EN PRATIQUE

Société d'études jaurésiennes | « Cahiers Jaurès »

2018/3 N° 229 | pages 114 à 134

ISSN 1268-5399

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-cahiers-jaures-2018-3-page-114.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Société d'études jaurésiennes.

© Société d'études jaurésiennes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

débats fournis autour de la notion de fraternité, notion apparue dès la Révolution mais qui ne connut son envol que prise sous l'empire de l'illusion lyrique des révolutions de 1848, avant de s'affirmer sous la Troisième République, empruntant différentes formes, notamment dans le moment « solidaire » incarné par Alfred Fouillée et Léon Bourgeois. « La démocratie a donc sa condition dans la morale. En ce sens, on peut dire que le problème démocratique se résout dans le problème moral », écrit Jules Barni dans son grand livre de 1868, précisément intitulé *La Morale dans la démocratie*. Dès les années 1830, des républicains, comme Pierre Leroux, auquel Peillon accorde une importance toute particulière puisqu'il lui réserve trois intéressants chapitres, ou Edgar Quinet, s'emparèrent de la question religieuse, non pour l'évacuer, mais afin de lui redonner droit de cité. Si la Révolution avait échoué ou, pour les moins sévères, n'avait pas réalisé ses idéaux (liberté, égalité, fraternité), c'est parce qu'elle avait été incapable de fonder une religion nouvelle dont la transcendance aurait pris la figure de l'humanité.

« La République n'est pas un dogme », disait donc Jaurès. Le livre de Vincent Peillon confirme ce vœu et ce constat. Elle n'en est pas moins une pensée cohérente, structurée autour de quelques grands débats, touffue certes mais orientée par la volonté optimiste d'une poignée d'intellectuels désireux d'apporter à l'humanité la doctrine de son émancipation. Cette œuvre-là n'est pas achevée. Elle mérite même d'être poursuivie. Tel est sans doute le message que souhaite délivrer Vincent Peillon en reconstituant cette épopée politique et morale.

Vincent PEILLON, *Liberté, égalité, fraternité. Sur le républicanisme français*, Paris, Seuil, « La librairie du XXI^e siècle », 2018, 499 p.

Christophe PROCHASSON

Retrouver Raspail

Jonathan Barbier et Ludovic Frobert viennent de publier les actes du colloque consacré à François-Vincent Raspail (1794-1878) qui s'était tenu à Carpentras, les 8 et 9 avril 2015. Le premier, enseignant à l'IEP de Toulouse, a soutenu une thèse préparée à Avignon sous la direction de Nathalie Petiteau sur *Les républiques de François-Vincent Raspail : entre mythes et réalités* et le second, directeur de recherches au CNRS

(UMR Triangle/ENS Lyon) et économiste de formation, est un spécialiste de Constantin Pecqueur et des « socialistes conceptuels » pour reprendre l'expression désormais de rigueur pour désigner les premiers socialistes du XIX^e siècle, hommes d'analyses, de doctrines et d'imaginaires sociaux.

Leur objet d'étude, Raspail, appartient aujourd'hui à la catégorie fournie des « inconnus célèbres » : il évoque probablement un nom de rue ou de boulevard, un établissement scolaire, mais guère plus pour la plupart de nos contemporains. Le premier intérêt du livre est de fournir une information claire et précise, sans complaisance ou mythologie hors de saison, et de replacer Raspail dans l'histoire politique, sociale et culturelle de son temps.

Le personnage ne s'en avère pas moins passionnant, mais il n'est pas facile de l'enfermer dans une approche trop simple. Le plus aisé est sans doute de l'aborder par son versant directement politique. Raspail est actif dans le mouvement républicain dès la révolution de juillet 1830. Président de la Société des amis du peuple, il connaît vite la prison à laquelle il sera régulièrement condamné jusque dans ses dernières années. Son statut de prisonnier explique largement son choix comme candidat de principe, en quelque sorte « candidat anti-candidat » des socialistes à l'élection présidentielle de décembre 1848 (Samuel Hayat). Son échec (37 000 voix, obtenues surtout à Lyon et à Paris¹, alors que son rival au sein de la démocratie sociale Ledru-Rollin en obtient dix fois plus) confirme la difficulté habituelle en France pour un mouvement populaire de refuser l'insertion dans une logique politique, républicaine et démocratique, de faire le choix fondamental de la Séparation. Au reste, Raspail lui-même ne s'entête pas. Après l'exil, il reprend le combat politique en devenant un député d'extrême-gauche à Lyon (1869-1870). Il ne participe guère aux événements dramatiques de 1870-1871, ce qui à terme explique sans doute l'effacement de sa mémoire en milieu militant, mais il lutte contre l'Ordre moral de Mac Mahon et de ses gouvernements conservateurs. Député radical de Marseille en 1876, réélu en 1877, il est le doyen d'âge des premières Chambres républicaines, jusqu'à sa mort au début de 1878.

1 Et... dans le canton de Brioude, apprenons-nous, grâce à l'action de quelques notables démocrates socialistes locaux tel Amédée Martinon de Saint-Ferréol...

Une vie bien remplie, mais la gloire de Raspail tient davantage encore à son image de savant et de défenseur d'une science populaire que plusieurs contributions interrogent de manière très précise et nuancée. Bernadette Bensaude-Vincent restitue d'abord le projet de la science populaire du XIX^e siècle, qui cherche à constituer l'autre terme d'une alternative à la science académique. L'objectif est de former un savoir auquel participe le public afin que celui-ci assure sa propre émancipation. L'auteure cite deux propositions de Raspail qui résume bien ce projet scientifique, intellectuel et finalement politique : « toute pratique qui n'est pas fondée sur une idée accessible au vulgaire est une pratique irrationnelle » et « on guérit plus sûrement et plus vite depuis que la médecine est devenue moins savante et cherche à se populariser » (*Manuel annuaire de la santé*, 1854). Les combats de Raspail contre la médecine officielle sont relatés avec brio par Hervé Guillemain, que complète José Bertomeu Sánchez au sujet de la rivalité emblématique qui l'oppose en matière d'expertise à Mathieu Orfila, le médecin officiel à la carrière académique. Plus encore que l'homme de la médecine populaire, Raspail représente une pensée articulée aux problématiques de son temps, lesquelles conservent leurs parts de validité : attention aux risques de pollution industrielle (Thomas Le Roux) et aux savoirs populaires, des ouvriers et des artisans (François Jarrige), méfiance contre la médicalisation à outrance, rôle du malade dans son processus de guérison... Raspail promeut une médecine non académique qui repose sur une large part d'automédication, sur d'autres pratiques sociales et aussi sur diverses alternatives thérapeutiques.

Publiciste, éducateur populaire, mais aussi droguiste, botaniste et chimiste, fabricant et commerçant, le savant révolutionnaire emporte des succès, dans l'opinion, mais aussi dans ses affaires. Ses spécialités à base de camphre produites dans son usine d'Arcueil-Cachan (Nicolas Sueur) et ses ouvrages, manuels, almanachs et annuaires sont largement répandues, servis plus tard par l'écho favorable trouvé auprès du progressiste Pierre Larousse. Raspail sait au demeurant servir son image, participer à l'élaboration de sa propre figure héroïque (Jonathan Barbier et Ludovic Frobert) et un culte du savant progressiste se développe, dans la pierre (Dawn Dodds) mais aussi dans le maintien d'une longue lignée d'héritiers politiques au sein de sa famille ou en dehors (Alfred

Naquet, qu'étudie Christophe Portalez¹). Ces derniers entretiennent sa mémoire, devenue quasi légendaire sur un registre néanmoins plus modéré, en accord avec les institutions républicaines désormais affirmées à Paris, dans leur banlieue d'Arcueil-Cachan (les deux communes ne se séparent qu'en 1922) et dans leur Midi provençal, à Carpentras ou à Toulon, lieu d'élection de son fils Camille jusqu'à sa mort (1893).

Le livre dépasse l'habituelle édition de colloque. Son édition est soignée et élégante, avec un cahier d'illustrations commentées, une bibliographie, une présentation des archives et diverses annexes (mais pas d'index). Sa qualité intellectuelle, au-delà du beau bilan de connaissances réalisé sur la vie, l'œuvre, l'environnement et l'héritage de François-Vincent Raspail, tient beaucoup à la sûreté et à la finesse avec laquelle les divers contributeurs croisent les liens entre les divers aspects de sa personnalité et de son rayonnement. Pour reprendre une formule de la philosophe Judith Schlanger que cite l'un d'entre eux, l'ouvrage permet finalement d'explorer et mieux comprendre « la riche impureté du savoir qui lie la science à la culture ».

Jonathan BARBIER et Ludovic FROBERT (dir.), *Une imagination républicaine. François-Vincent Raspail (1794-1878)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2017, 262 p.

Gilles CANDAR

Du Saint-Simonisme à la République, le docteur Ange Guépin

Michel Aussel, historien spécialiste de l'histoire de Nantes durant le premier XIX^e siècle, vient d'écrire une biographie très complète consacrée à une figure politique emblématique de l'Ouest de la France, Ange Guépin (1803-1873). Ce livre, structuré en deux parties – « Le saint-simonisme plutôt que le républicanisme », « Le socialisme plutôt que la République » –, suit une logique chronologique, de l'enfance de Guépin à Pontivy jusqu'à son décès dans un train à destination de Nantes en 1873. Les annexes constituent en elles-mêmes un livre à part entière, puisqu'elles compilent

1 Voir aussi Christophe PORTALEZ, « Alfred Naquet, un itinéraire socialiste (1890-1908) », *Cahiers Jaurès* n° 227-228, janvier-juin 2018, p. 93-112 et la re-cension consacrée au livre de C. Portalez dans ce numéro, *infra*.